



Organisations des retraitées et retraités du Puy de Dôme

Rassemblement unitaire le 30 septembre !

- **Contre le gel des pensions et retraites.** Pour l'amélioration du pouvoir d'achat de tous les retraités, pour un rattrapage immédiat des pertes accumulées et le retour à la revalorisation annuelle de toutes les pensions au 1^{er} janvier.
- **Pour une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement**, financée dans le cadre de la solidarité nationale et intergénérationnelle ne laissant pas de reste à charge aux personnes en perte d'autonomie et à leurs familles.
- **Pour le développement de services publics de qualité et de proximité** indispensables à l'ensemble des citoyens (santé, transport, culture...)
- **L'abrogation des mesures régressives**, notamment la suppression de la 1/2 part fiscale et la fiscalisation du supplément de pension de 10 % pour ceux ayant élevé 3 enfants ou plus.

Rappel des faits

Le pouvoir d'achat des retraité-es baisse, beaucoup pour celles et ceux qui cumulent les mesures d'austérité :

- **blocage de la pension** jusqu'en octobre 2015, non revalorisée depuis le 1^{er} avril 2013, pendant deux ans et demi. Sous la pression, le gouvernement tiendra-t-il sa promesse d'un geste pour les plus petites pensions ?
- **Fiscalisation du supplément de 10 % de la pension** pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants.
- **Création de la CASA** (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie de 0,3 %) pour les retraités imposables, soi-disant pour payer l'aide à l'autonomie, mais qui a servi à autre chose jusque là.
- **Disparition totale en 2014 de la demi-part** fiscale attribuée aux veuves et veufs ayant élevé 2 enfants.
- **Ces mesures vont rendre imposables** des retraité-es qui va, de plus, entraîner d'autres impôts : locaux, TV, CSG réduite de 3,8 % ou entière 6,6 %...

Toutes ces mesures s'ajoutent à celles subies par l'ensemble de la population :

- **augmentation de la TVA**, des 19,6 à 20 %, alors que santé, logement, énergies, alimentation... augmentent fortement,
- « économies » pour payer le cadeau du pacte d'irresponsabilité au patronat : 10 milliards pris sur l'assurance maladie, 18 milliards sur le fonctionnement de l'Etat et 11 milliards aux collectivités locales et à leurs services publics, services sociaux, services de proximité et d'aide à la personne.

Toutes ces mesures amplifient la perte de pouvoir d'achat des pensions ayant subi les différentes « contre-réformes » des retraites : allongement des durées de cotisation pour bénéficier d'une retraite au taux plein, décote, calcul de la retraite sur les 25 meilleures années au lieu des 10 pour le régime général, indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires...

Une colère forte des retraité-e-s

La pauvreté progresse, les queues devant les impôts s'allongent pour négocier un étalement des paiements...

Le 3 juin 2014, des organisations syndicales et associations de retraité-e-s ont organisé une très forte manifestation nationale de 20 000 personnes à Paris et des rassemblements dans les départements pour protester contre la politique menée par le gouvernement. Le gouvernement n'a cédé que sur la prise en compte partielle des discussions engagées fin 2013 sur l'adaptation de la société au vieillissement : il a déposé un projet de loi au Parlement... que nous devons améliorer par nos actions.

De l'argent pour les pensions, il y en a !

Le gouvernement actuel poursuit la politique des précédents, de partage de plus en plus inégalitaire des richesses. Ce sont maintenant 220 milliards d'euros d'aides publiques qui ont été donnés aux entreprises, sans contrôles, sans contreparties, sans évaluation. Pourtant, tous les observateurs attentifs constatent que, depuis des dizaines d'années, cela n'a servi ni à l'investissement, ni l'emploi. Le chômage ne cesse d'augmenter.

Il remet en cause les retraites, accumule les mesures fiscales et les « économies »... tout cela pour éponger ces milliards versés au patronat et aux actionnaires, pour continuer à se montrer très laxiste à l'égard de la grande fraude, à permettre aux multinationales du CAC 40 de ne payer pratiquement aucun impôt sur les sociétés (à la différence des PME).

Nous devons nous imposer avec encore plus de forces pour que cesse cette austérité que le gouvernement veut augmenter car ses mesures d'économies 2014 n'ont pas rapporté les 21 milliards d'économies prévues pour pouvoir faire cadeau au patronat du pacte de « dé-responsabilité ».

Le 30 septembre, se mobilisent les organisations de retraité-e-s, des organisations syndicales et aussi des associations qui appellent rarement à manifester. C'est la situation dramatique de nombreux retraité-e-s, c'est la volonté affirmée du gouvernement de poursuivre et d'amplifier l'austérité, qui nous motivent à agir avant qu'il ne soit trop tard.

Un autre choix s'impose

La baisse continue du pouvoir d'achat des retraités n'est pas la bonne réponse à l'amélioration de la situation financière des régimes de retraites. L'austérité n'est pas la bonne réponse pour inciter à acheter, relancer l'économie et réduire le chômage.

Il faut cesser les cadeaux au patronat et aux actionnaires pour cesser aussi l'austérité, il faut élargir l'assiette des cotisations sociales à tous les revenus distribués par les entreprises.

Mardi 30 septembre 2014

**dans tout le pays, les retraité-e-s seront
mobilisé-e-s dans l'unité syndicale...**

Rassemblement à 14 h 30 à Clermont Ferrand

Devant la préfecture – remise de motion au Préfet